

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** - (2017)  
**Heft:** 2171

**Artikel:** Politique de défense du PS, un changement de paradigme? : une réflexion solide qui ouvre à gauche une discussion nécessaire  
**Autor:** Fontanellaz, Adrien  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1014335>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 15.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Politique de défense du PS, un changement de paradigme?

Une réflexion solide qui ouvre à gauche une discussion nécessaire

Adrien Fontanellaz - 07 juillet 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/31749>

Le conseiller national Pierre-Alain Fridez (PS/JU) a publié un papier de réflexion intitulé [Politique de défense de la Suisse: Pour un concept à la fois progressiste et pragmatique.](#)

L'auteur précise dans l'introduction de son document de 43 pages que sa réflexion « *vise, en se basant sur des arguments historiques, géopolitiques et stratégiques, et une analyse des risques sécuritaires crédibles auxquels notre pays pourrait être confronté, à proposer un nouvel ordre des priorités afin de répondre de manière logique et efficace aux défis sécuritaires, aujourd'hui comme demain.*».

Le document aborde en premier lieu le contexte géopolitique européen, s'intéresse ensuite aux évolutions récentes dans le domaine des armements, puis arrive enfin à l'analyse des risques sécuritaires pour la Suisse. Après une brève rétrospective sur les évolutions de l'armée suisse depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, Pierre-Alain Fridez en arrive à la proposition d'un concept sécuritaire incluant à la fois un renforcement des effectifs de la police et des gardes-frontière et une diminution des effectifs de l'armée à 60'000 hommes.

Cette dernière disposerait de 20'000 soldats attachés à des formations mécanisées – soit un effectif assez proche des trois brigades mécanisées prévues dans le cadre du [développement de l'armée](#) – alors que les forces dédiées à la cyberguerre et les forces spéciales monteraient en puissance, avec un effectif se situant entre 800 et 1'000 hommes pour ces dernières. Il prône une flotte d'avions de combat se situant entre 20 et 30 appareils, complétée par des batteries de missiles anti-aériens, ainsi qu'un renforcement de la flotte d'hélicoptères. Il est à noter que ce dimensionnement correspond aux options 3 et 4, portant respectivement sur 30 et 20 avions de combat, du très complet [Rapport du groupe d'experts](#) publié en mai 2017 par le DDPS. Le budget dédié à l'armée passerait à 4 milliards de francs par année, la différence avec les 5 milliards actuellement budgétés devant être consacrée principalement à la police, aux gardes-frontière et à l'aide au développement.

Il importe à ce stade de mettre en exergue que, sans une analyse du contexte géopolitique et des risques qu'il est susceptible de générer, toute discussion sur le format de forces de sécurité est vaine puisqu'une armée devrait idéalement être dimensionnée

et structurée afin de pouvoir répondre aux risques en question. Il faut donc souligner la pertinence de l'auteur qui consacre précisément une part importante de son rapport à ces aspects. Dans le même temps, rappelons que la prospective est par essence un exercice délicat et incertain, ne serait-ce que parce que le champ des possibles s'étend exponentiellement au fur et à mesure que l'on se projette plus loin dans le temps.

A vrai dire, plusieurs assertions contenues dans cette partie du texte méritent à notre sens discussion. De fait, les événements survenus en Géorgie en 2008, en Crimée en 2014 ou plus encore en Ukraine en 2014-2015 sont perçus par l'auteur comme périphériques et ne remettant en cause ni l'intrinsèque stabilité de l'Europe ni le fait que celle-ci soit protégée de tout risque de guerre conventionnelle de grande envergure par l'existence de l'Otan. Ces mêmes événements peuvent être appréhendés de manière très différente si l'on se situe dans une posture que l'on pourrait qualifier de «*pessimisme modéré*».

A cette aune, on pourrait arguer que ces événements aux portes de l'Europe, soit des guerres interétatiques plus ou moins habilement camouflées, sont par nature inquiétants,

tout comme peuvent l'être d'autres actualités relativement récentes. Ainsi, les immixtions par la Russie dans les processus électoraux d'autres Etats, en l'occurrence les Etats-Unis et la France, ne sauraient être sous-estimées, surtout quand des élus de l'un des Etats en question les perçoivent comme des «[actes de guerre](#)». Rappelons aussi que [dans la perspective de Moscou](#), ces mêmes immixtions ne sont que la reprise d'un *modus operandi* déjà utilisé par les Occidentaux à son encontre.

De même, constater que la première puissance militaire de l'Otan, soit les Etats-Unis, a nettement durci ses rapports avec les autres membres de l'Alliance, alors que la seconde puissance militaire de cette même organisation - la Turquie - est *de facto* de plus en plus isolée, a de quoi interroger. Autre exemple: l'auteur considère l'ex-Yougoslavie comme stabilisée et sur le chemin d'une intégration réussie dans l'Union européenne, alors que d'autres tendent à penser que la braise couve encore sous les cendres, ne serait-ce que par une implantation déjà ancienne de [courants djihadistes en Bosnie](#) ou [au Kosovo](#).

Certaines réserves peuvent aussi être émises quant à la perception de la forme que prennent les conflits contemporains, notamment par l'usage de tactiques irrégulières, asymétriques ou encore hybrides caractéristiques d'organisations comme l'Etat

islamique ou les Talibans lorsqu'elles sont confrontées à des forces armées occidentales. En effet, il s'agit de leur part d'un choix subi que leur impose leur infériorité sur le plan conventionnel. Rien ne permet de garantir que, dans le cas qui nous occupe, l'armée suisse opérerait nécessairement en bénéficiant d'une totale suprématie aérienne et que, partant, ses éventuels adversaires feraient uniquement usage de telles tactiques.

Au demeurant, les conflits en cours démontrent amplement que contrer un adversaire hybride induit aussi l'usage d'armements lourds alors que, dans le même temps, [la maîtrise de la combinaison des armes](#) à l'échelon bataillonnaire - voire à celui de la compagnie ou encore de la section - devient impérative.

Inversement, on ne peut que partager les conclusions de l'auteur sur la nécessité de prêter une attention accrue aux menaces cyber, terroristes ou encore aux risques climatiques. A vrai dire, il est possible que leur gravité tende à être sous-estimée par le plus grand nombre, si l'on pense par exemple au chaos que pourrait engendrer une cyberattaque de très grande ampleur visant les infrastructures de communication du pays. Un tel scénario pourrait pourtant nécessiter un engagement considérable de l'armée.

On soulignera que Pierre-Alain Fridez ne fait pas preuve de la condescendance si fréquente à

gauche envers les thématiques ayant trait à l'armée. Au contraire, il appuie ses réflexions non seulement sur le [Rapport](#) du Conseil fédéral sur la sécurité de la Suisse mais aussi sur les travaux d'auteurs comme [Vincent Desportes](#) ou [Gérard Chaliand](#). Il identifie par ailleurs certaines tendances lourdes qui constituent autant de défis qui devront tôt ou tard être surmontés, comme celui de l'accroissement constant du coût des systèmes d'armes modernes, et ce alors que nombre des armements majeurs de l'armée devront être remplacés dans les deux à trois décennies qui viennent. Les obusiers automoteurs M-109 sont par exemple entrés en service il y a près de cinquante ans.

Surtout, il identifie l'aide au développement comme un réel outil stratégique et sécuritaire. En effet, loin d'être une simple expression de la bienveillance d'un pays riche envers des régions pauvres, cette aide peut aussi être un facteur susceptible d'atténuer en amont des crises dont les effets finissent par avoir des impacts en Suisse même. Pierre-Alain Fridez réalise donc une avancée majeure en voulant l'intégrer dans les outils actionnables dans le cadre plus global de la politique de sécurité suisse.

Pour conclure, on retiendra surtout que, pour la première fois depuis longtemps, apparaît un document cherchant à poser les bases de ce que serait une politique de défense cohérente

et raisonnée propre au parti socialiste. A ce titre, il mérite pleinement l'attention. Qui plus est, sa cohérence méthodologique, consistant à analyser un contexte général puis à procéder à une définition des besoins avant d'en arriver à des propositions concrètes quant à la taille et à l'organisation de l'armée, en fait un vecteur idéal pour de plus amples débats.

De tels débats sont d'autant plus souhaitables que, en tant que courant politique, le socialisme est aussi porteur d'une vision du monde qui lui est spécifique. Partant, le développement et la mise en avant par le parti socialiste suisse d'une véritable doctrine de défense pourrait constituer une contribution précieuse à la qualité des échanges politiques portant sur ces thèmes sur le

plan national.

L'avenir dira si cette opportunité sera saisie ou si, au contraire, le positionnement du PSS restera figé, pour tout ce qui a trait à la *Res Militaris*, dans une opposition de principe finalement proche de celle d'un Groupement pour une Suisse sans armée dont la posture est par essence peu propice à une analyse froide des enjeux de sécurité actuels.

## L'économie numérique ne fait pas dans l'angélisme

Ne pas se cacher les côtés moins reluisants de la modernité

Jacques Guyaz - 27 juin 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/31730>

Elle court, elle court, la numérisation de la société. Dans ce domaine protéiforme, si l'on s'en tient à ce que le grand public perçoit dans la vie de tous les jours, il convient de clarifier le vocabulaire.

[Airbnb](#) et [Uber](#) proposent des services qui n'ont rien de numériques. Le propriétaire qui loue son appartement ou le locataire qui propose le sien en douce doivent accueillir le client, faire le ménage et s'arranger pour que le logement soit attrayant, autrement dit des activités typiquement hôtelières. Seule la gestion du système relève de l'économie numérique. Il en va de même pour Uber. Le travail d'un chauffeur n'a rien de numérique. Il est bel et bien au volant de sa voiture, mais le dispositif qui le met en relation

avec le client est, lui, purement numérique.

Dans nos supermarchés, l'installation de caisses automatiques se poursuit très rapidement grâce aux progrès des réseaux et des outils informatiques. Mais le principe est vieux comme l'économie des services: faire travailler le chaland à la place des employés réduit les coûts. Le client qui vide son panier, passe sa marchandise au *scanner*, annule ses erreurs, remplit son Caddie, enregistre sa carte du magasin, ses bons de réduction, sort tant bien que mal sa carte de crédit pour payer, récupère son ticket et voit l'usager suivant qui pose déjà ses courses à l'emplacement adéquat alors que lui-même n'est pas encore parti, effectue une sorte de

parcours du combattant qui n'a rien de numérique.

Cette économie dite numérique a un impact direct sur quatre catégories très différentes de la population.

Tout d'abord une aristocratie de concepteurs, d'informaticiens, d'experts en études de marché et de financiers regroupés dans de petites entreprises très mobiles à la mortalité d'ailleurs très élevée: n'est pas une *start-up*, c'est-à-dire une société à croissance très rapide, qui veut.

La seconde catégorie est celle des professions menacées comme les caissières des supermarchés ou les vendeurs des boutiques agonisant lentement face aux sites de